

## Ethnicités ?

Les revendications culturelles des groupes ethniques – ce qu'on appelle le multiculturalisme – pose la tension entre l'universel et le particulier, que Slavoj Žižek a analysé dans un article paru dans un numéro de *New Left Review* de 1997.

L'universel est représenté par l'état-nation menacé de fragmentation par le multiculturalisme. L'État est une entité abstraite, négative, universelle, bref symbolique, qui permet au sujet d'acquérir une distance par rapport à son immersion dans le groupe social immédiat: famille, classe, groupe ethnique et ses valeurs. Son existence détermine une distinction entre communauté et nation et crée les conditions pour que le sujet puisse se détacher aussi bien des solidarités que des (op)pressions du groupe.

Un phénomène semblable a été à la base du bouleversement social opéré par l'Église réformée au XII<sup>e</sup> siècle. La redéfinition du mariage par les réformateurs, de façon à ce que ce qui était jusque-là une affaire purement laïque et séculière dont s'occupaient les familles (les pères) des fiancés devienne une affaire de la compétence des chefs ecclésiastiques, a permis au sujet (masculin et féminin) non pas exactement de se libérer mais de décrocher de l'aliénation à la communauté organique, en comptant sur l'Église pour médiatiser le pouvoir du chef de lignage et, à travers lui, la pression du groupe (famille, classe). Le sujet pouvait compter sur un père symbolique, le prêtre, pour représenter une loi au-delà de la tradition ou coutume de la communauté à laquelle il appartenait.

En imitant les stratégies d'unification et de centralisation de l'Église, l'état monarchique s'est constitué comme machine administrative et juridique et est devenu ce que l'on connaît sous la désignation d'état-nation. Il semble que la fiction d'une entité à portée universelle comme l'Église ou l'État, et l'expansion de leurs machines bureaucratiques, ait été nécessaire à la liberté individuelle : la croissance de l'Église et de l'État se fondait sur l'affaiblissement des groupes sociaux immédiats, des communautés organiques, dont la molécule a été réduite à ses atomes, les individus. C'est à ce titre que l'État (dont le processus de séparation d'avec l'Église commence avec la querelle des investitures) joue un rôle central dans le projet idéologique libéral-démocratique qui est le projet de la modernité dont la valeur majeure est l'universalité des droits humains.

Que cet État est en crise, que cette crise est caractéristique de la postmodernité, que l'ethnisation du national configure la nature hétérogène et fragmentaire des jeux de langage, on l'a souvent dit. Dans les sociétés postmodernes, comme Žižek l'explique, l'institution abstraite de l'identification symbolique avec l'état est éprouvée comme quelque

chose d'artificiel, de pas attachant, si bien que l'on va chercher des formes d'identification primaires, plus petites, communautaires: ethniques, religieuses, sexuelles. Mais cette "régression" des formes d'identification secondaires aux primaires est toujours déjà médiatisée par une instance à portée universelle, que ce soit l'individualisme moderne – les porteuses du voile islamique en France ne disent pas : *le voile est la volonté de Dieu*, mais: *le voile c'est mon choix* - ou le marché mondial. Dans ce dernier cas, qui est celui que soutient Žižek, la médiation prend la forme d'une réaction contre l'anonymat universel du capitalisme global et l'homogénéisation du monde qu'il provoque.

Néanmoins, il semble que cette réaction-contre soit plutôt un déplacement d'ordre idéologique : l'alternative au capitalisme n'existant pas (ou supposée telle), l'énergie critique s'est déplacée de la question de la redistribution de la richesse vers celle des différences culturelles et les droits des minorités. C'est la culturalisation du politique. Et c'est pourquoi Žižek affirme que le multiculturalisme est le symptôme du capitalisme global dans la mesure où la diversité de cultures particulières qu'il promeut comme formes de contestation du statut privilégié d'une culture dominante et de la loi qui la supporte cache finalement l'universalité vide du capital.

La position neutre selon laquelle toutes les cultures sont égales se nourrit de l'utopie des échanges sans friction où Internet joue un rôle majeur dans la mesure où elle subsume la particularité du statut social et culturel des cybernautes dans l'anonymat universel. Cependant ce qu'on a appelé dans les années 1990 la contradiction de Richard Rorty pointe l'insoutenabilité de la position neutre de l'utopie multiculturaliste. Rorty affirmait alors que la culture libérale est une entre autres et n'a donc pas droit à réclamer une autorité privilégiée pour soi-même. Mais cette vue particulariste et historiciste heurte la déclaration selon laquelle la culture des droits humains est supérieure aux autres. Cette aporie témoigne que l'ironie, comme la raison, a des limites. Finalement, comme Jean Leca l'a affirmé récemment dans une conférence à l'Université du Minho (Braga, Portugal), pour que la différence individuelle ainsi que celle des groupes puisse être reconnue sans restrictions, pour que toutes les lois morales puissent être également raccommodées, il faudrait que la société – le *demos* – n'ait pas d'identité. Ce qui équivaldrait à l'état de nature, c'est-à-dire à l'impossible.

## Bibliographie

Žižek, S., "Multiculturalism, or the logic of multinational capitalism", *New Left Review*, 225, 1997, p.29-51

